

Demande d'extrait du registre des poursuites pour soi-même selon art. 8a LP

OFFICE DES POURSUITES DU DISTRICT

Requérant :

Nom ou raison sociale :

Prénom ou complément raison sociale :

No de registre du commerce (société) :

Personne de contact (société) :

Fonction (société) :

Date de naissance :

Lieu d'origine :

Rue, n° :

Code postal :

Localité :

Téléphone :

Adresse e-mail :

J'atteste que les indications susmentionnées sont correctes.

Je demande un extrait du registre des poursuites me concernant conformément à l'article 8a LP.

Lieu et date :

Signature :

Une avance de frais est susceptible d'être réclamée au requérant avant le traitement de la demande.

Annexes :

- copie d'une pièce d'identité (carte d'identité, passeport ou permis pour étranger)
- copie de l'extrait du registre du commerce (société)

Art. 8a LP

2. Droit de consultation

1 Toute personne peut consulter les procès-verbaux et les registres des offices des poursuites et des offices des faillites et s'en faire délivrer des extraits à condition qu'elle rende son intérêt vraisemblable.

2 Cet intérêt est rendu vraisemblable en particulier lorsque la demande d'extrait est directement liée à la conclusion ou à la liquidation d'un contrat.

3 Les offices ne doivent pas porter à la connaissance de tiers:

- a. les poursuites nulles ainsi que celles qui ont été annulées sur plainte ou à la suite d'un jugement;
- b. les poursuites pour lesquelles le débiteur a obtenu gain de cause dans l'action en répétition de l'indu;
- c. les poursuites retirées par le créancier;
- d. les poursuites pour lesquelles une demande du débiteur dans ce sens est faite à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la notification du commandement de payer, à moins que le créancier ne prouve, dans un délai de 20 jours imparti par l'office des poursuites, qu'une procédure d'annulation de l'opposition (art. 79 à 84) a été engagée à temps; lorsque la preuve est apportée par la suite, ou lorsque la poursuite est continuée, celle-ci est à nouveau portée à la connaissance de tiers.

4 Le droit de consultation des tiers s'éteint cinq ans après la clôture de la procédure. Les autorités judiciaires et administratives peuvent encore, dans l'intérêt d'une procédure pendante devant elles, demander la délivrance d'un extrait.